

Ouvriers contre le travail

Barcelone et Paris pendant les fronts populaires

MICHAEL SEIDMAN

*Traduit de l'anglais (États-Unis)
par SENONEVERO*



Les éditions Senonevero s'attachent à la publication d'une théorie critique du capitalisme, c'est-à-dire une théorie de son abolition. L'époque de la libération du travail, de l'affirmation du prolétariat comme le pôle absolu de la société, est définitivement révolue. La révolution sera l'abolition du mode de production capitaliste et de ses classes – le prolétariat comme la bourgeoisie – et la communisation des rapports sociaux. En deçà, il n'y a aujourd'hui que la promotion de la démocratie, l'apologie de l'alternative. Ces pratiques et ces théories n'ont d'autre horizon que le capitalisme. De la période actuelle à la révolution, nul ne connaît le chemin à parcourir : il est à faire, donc à comprendre, par des analyses et des critiques diversifiées. Nous en appelons l'élaboration. Lutte contre le capital, lutte à l'intérieur de la classe elle-même, la lutte de classe du prolétariat n'est pas le fait de muets et de décérébrés : elle est théoricienne – ni par automatisme, ni par choix. Comme la production théorique en général, nos publications sont activités. Leur nécessité est leur utilité.

ISBN : 978-2-9516460-7-0

Éditions SENONEVERO, mai 2010

ARHIS, 8, rue Chateaudon, 13001 Marseille

<http://www.senonevero.net>

« Nous voulons voir la fin du sinistre loisir parce qu'il suppose le travail
– et que le travail n'est qu'un bon prétexte pour ne rien faire. »
La Polycritique, 1968

Abréviations

Espagne

- CEDA** Confederación española de derechas autónomas
CENU Consejo de la escuela nueva unificada
CNT Confederación nacional de trabajo
FAI Federación anarquista ibérica
JSU Juventudes socialistas unificadas
MZA Madrid–Zaragoza–Alicante
POUM Partido obrero de unificación marxista
PSUC Partit socialista unificat de Catalunya
SEUC Serveis elèctrics unificats de Catalunya
UGT Unión general de trabajadores

France

- CFTC** Confédération générale des travailleurs chrétiens
CGPF Confédération générale de la production française
CGT Confédération générale du travail
CGTSR Confédération générale du travail syndicaliste révolutionnaire
CGTU Confédération générale du travail unitaire
GIM Groupement des industries métallurgiques
GR Gauche révolutionnaire
HBM Habitations à bon marché
PCF Parti communiste français
PPF Parti populaire français
PSF Parti social français
PSOP Parti socialiste ouvrier et paysan
SACIAT Syndicat et amicale des chefs de service, ingénieurs, agents de maîtrise et techniciens des industries métallurgiques, mécaniques et connexes
SFIO Section française de l'Internationale ouvrière
SIMCA Société industrielle de mécanique et de carrosserie automobile
SNCAN Société nationale de constructions aéronautiques du nord
SNCASE Société nationale de constructions aéronautiques du sud-est
SNCASO Société nationale de constructions aéronautiques du sud-ouest
SNCF Société nationale des chemins de fer français
SNCM Société nationale de constructions de moteurs

Abréviations utilisées dans les notes

- AD** Ministère des Affaires étrangères
- AGA** Archivo general de administración
- AHN** Archivo histórico nacional
- AN** Archives nationales
- APP** Archives de la Préfecture de police
- AR** Archives des usines Renault
- AS** Archivo histórico nacional, sección guerra civil
- BN** Bibliothèque nationale
- CE** Archives du commissariat de l'exposition
- GIM** Archives du groupement des industries métallurgiques
- IISH** Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis
- PC** Pujol Collection
- SHAA** Service historique de l'armée de l'air
- SNA** Société nationale aérospatiale
- SNCA** Société nationale de constructions aéronautiques

INTRODUCTION

LORSQU'A ÉCLATÉ la Révolution espagnole à Barcelone en 1936, les militants anarchosindicalistes, ainsi que d'autres révolutionnaires, exproprièrent rapidement les voitures et les camions de la ville, peignirent les initiales de leurs organisations dessus, et roulèrent dans Barcelone à tombeau ouvert. Conducteurs inexpérimentés qui ne respectaient pas les règles de conduite, ces militants causèrent de nombreux accidents : leur quotidien, *Solidaridad Obrera*, les rappela à l'ordre, leur demandant de conduire sans danger et de ramener les véhicules aux autorités compétentes. Leurs actions annonçaient l'ère de l'automobile en Espagne.

Pendant le Front populaire en France, quasiment au même moment, à l'occasion de leurs premiers congés payés, des masses d'ouvriers quittèrent Paris pour une Côte d'Azur surpeuplée et d'autres lieux dédiés aux loisirs. L'exode compulsif des vacanciers de l'été 1936 inaugurait l'ère du tourisme de masse et du week-end en France.

À première vue, il peut paraître bizarre de traiter d'événements disparates de pays si différents sous le même angle. Après tout, on n'a pas besoin d'être d'accord avec Napoléon (« l'Afrique commence aux Pyrénées ») pour apprécier les larges différences entre la France et l'Espagne. Même durant l'Ancien régime, des développements sociaux, politiques, économiques et religieux séparaient les peuples de la Péninsule ibérique de ceux du nord des Pyrénées. Les grands mouvements du début de l'histoire européenne moderne – la Réforme et l'absolutisme – eurent un plus grand impact en France que chez son voisin ibère. Des siècles durant, avant la Révolution, il y a eu en France des secteurs urbains et ruraux relativement dynamiques et un État modernisateur, alors que l'Espagne lambinait économiquement, politiquement et culturellement. Au XVIII^e siècle, les philosophes français ont produit une critique puissante et originale de l'Église, de la noblesse et de l'économie traditionnelle. En Espagne, les Lumières ne furent qu'un produit dérivé, et moins puissant.

L'avènement et les effets de la Révolution française accentuèrent encore davantage les différences entre les deux pays. Énonçant un programme d'avenir, la nouvelle nation ouvrait ses bras aux gens talentueux, y compris les protestants et les juifs, et subordonnait le clergé à l'État. Dans la lignée des Lumières, la Révolution valorisait le produc-

teur plutôt que le noble ou le prêtre « parasitaire ». Ayant développé une économie agraire bien plus saine que celle de l'Espagne, la France, au ^{xx}^e siècle, contrairement à son voisin, n'avait pas une masse énorme de paysans en quête de terre ou d'emploi. L'industrie française en plein essor était à même d'employer non seulement les travailleurs français en provenance de la campagne, mais aussi des étrangers, y compris des milliers d'Espagnols. Au début du siècle, la France opéra la séparation de l'Église et de l'État, et subordonna l'armée au gouvernement civil. Mieux encore, la relativement stable Troisième République (1870-1940) bâtit une nouvelle unité nationale et affaiblit graduellement les forces régionalistes et décentralisatrices, désarmant en grande partie les mouvements révolutionnaires et contre-révolutionnaires violents.

L'Espagne ne connut jamais une telle révolution bourgeoise. D'ailleurs, durant la période napoléonienne, de nombreux Espagnols combattirent, en une guérilla sanglante, les envahisseurs français et leurs principes révolutionnaires. Cette réaction à la domination française en 1808 a été perçue comme le point de départ de l'histoire espagnole moderne, tout comme la révolution de 1789 a été vue comme le commencement de la France moderne. Même après la période révolutionnaire, les propriétaires terriens espagnols traditionalistes, soutenus par le clergé, maintinrent leur domination économique et sociale sur de larges pans de la péninsule, jusqu'à une période avancée du ^{xx}^e siècle. Contrairement à la France, la nation espagnole n'a jamais intégré les protestants et les juifs, et un grand nombre de gens, parmi les plus dynamiques d'Espagne, émigrèrent. À l'exception peut-être du Pays basque et de la Catalogne, jamais une classe d'industriels énergiques n'a émergé. Même dans cette dernière région, comme nous le verrons, le dynamisme patronal fut éphémère. L'unité nationale ne fut jamais complètement consolidée et les mouvements régionalistes grandirent durant la Restauration (1874-1931) dans les régions les plus prospères de la péninsule. Au ^{xix}^e siècle et au début du ^{xx}^e siècle, la confrontation armée entre les forces révolutionnaires et contre-révolutionnaires favorisa le *pronunciamiento* – l'intervention directe militaire en politique. La Seconde République (1931-1939) se révéla incapable d'assurer la séparation de l'armée d'avec le gouvernement civil et de l'Église d'avec l'État.

Précisément du fait de ces développements différents, une approche comparative peut aider à une compréhension de l'histoire de ces deux pays et à approfondir celle de deux événements simultanés dans l'histoire européenne du ^{xx}^e siècle : la Révolution espagnole et le Front populaire français. L'historiographie des deux événements a été dominée par une perspective politique ou diplomatique dans cha-

cune des deux histoires nationales. Les historiens ne se sont pas encore attaqués à une approche comparative orientée socialement, mais se sont, pour la plupart, concentrés sur les plateformes politiques, les conflits idéologiques, les changements de gouvernement, et – dans le cas de la Révolution espagnole – les batailles militaires. Pourtant, une histoire comparative sociale des développements qui ont conduit à la Révolution espagnole et au Front populaire et une histoire sociale des événements eux-mêmes peuvent profondément améliorer notre compréhension des histoires politique, diplomatique, et même militaire des deux phénomènes. L'approche sociale comparative a ses limites et ne peut pas entièrement résoudre les problèmes de causalité. On ne peut pas prouver qu'une révolution « ouvrière » espagnole était inéluctable, puisque l'Espagne n'a pas suivi le modèle français. Néanmoins, un examen des différences sociales, économiques et politiques majeures entre les deux pays peut permettre d'éclairer les raisons pour lesquelles les révolutionnaires furent plus influents au sud des Pyrénées.

Mon approche comparée examine le rapport entre les bourgeoisies capitalistes industrielles (les possesseurs des moyens de production) et les classes ouvrières de Paris et Barcelone. Prendre une classe séparément ou isolément de l'autre amène seulement à une compréhension partielle de la société en question et de la dynamique entre les deux classes. Une fois encore, c'est leur rapport et leur interaction qui permet une compréhension plus profonde de l'histoire événementielle. La diversité des forces en présence, en ce qui concerne les bourgeoisies française et espagnole, a grandement influencé la nature des organisations ouvrières respectives. Faisant face à une élite capitaliste plus dynamique, le mouvement ouvrier français s'est développé différemment de son homologue espagnol. Ces différences, qui doivent être comprises afin de saisir la Révolution espagnole et le Front populaire, ont été dissimulées par le point de vue largement politique de nombreux historiens, et par la similarité des étiquettes politiques dans les deux pays : communiste, socialiste, anarchosindicaliste, fasciste et ainsi de suite. Pourtant, les mêmes partis politiques ou courants ont dû faire face à des réalités sociales différentes en France et en Espagne, et ainsi assumer des rôles et des significations différents.

Cette étude cherche à aller au-delà des similarités dans les appellations politiques et les slogans pour mettre en avant un certain nombre de questions. Premièrement, elle rend compte de deux élites capitalistes et de deux structures industrielles différentes. Dans un deuxième temps, elle suggère que les différences entre ces élites et leurs industries ont créé des environnements sociaux et économiques distincts pour les

mouvements ouvriers français et espagnol, favorisant le réformisme à Paris et encourageant la révolution à Barcelone. Enfin, elle démontre comment les ouvriers, principalement les cols bleus – mais aussi les cols blancs – ont réagi à la situation révolutionnaire à Barcelone et au gouvernement de Front populaire en France. Je me suis attaché particulièrement aux développements à Paris et Barcelone, parce que Paris et sa banlieue constituaient sans nul doute le plus important centre urbain en France dans les années 30, et parce que Barcelone était le centre de la Révolution espagnole et la capitale de Catalogne, la région espagnole la plus avancée économiquement. Chaque ville était la capitale de son mouvement ouvrier industriel national.

La première moitié du livre met l'accent sur les comportements et les activités politiques, religieuses et économiques qui ont pu soutenir la croissance et la persévérance des mouvements révolutionnaires en Espagne en général, et à Barcelone en particulier. Barcelone fut l'une des villes les plus énergiques de la péninsule. Faisant face à des conditions défavorables – marché intérieur restreint et peu de ressources naturelles –, sa bourgeoisie a réussi à mettre sur pied la plus vaste concentration industrielle du pays. Pourtant la réussite avait des limites nettes. Durant la seconde moitié du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, les étrangers – non catalans – étaient à l'origine de la création de la plupart des industries les plus modernes. Le niveau de vie et de santé était souvent bien inférieur aux standards de l'Europe de l'ouest. Comme dans d'autres régions d'Espagne, les classes aisées de Barcelone restaient attachées à la foi traditionnelle du catholicisme romain. Dans un climat social imprégné de terrorisme, de contre-terrorisme et de sabotage, de nombreux propriétaires furent tentés d'en appeler à la force armée pour maintenir l'ordre.

Les meneurs de la classe ouvrière barcelonaise réagirent au climat de répression, au manque d'industries avancées autochtones, et à ce qu'ils considéraient comme leur faible niveau de vie en adhérant aux organisations révolutionnaires et principalement anarchosyndicalistes. Les anarchistes et les anarchosyndicalistes n'étaient pas millénaristes ou archaïques, comme l'ont affirmé certains historiens : ils demeuraient influents précisément parce qu'ils offraient – de façon similaire aux marxistes révolutionnaires – une critique de ce qu'ils tenaient pour une bourgeoisie parasitaire et relativement improductive. L'anarchosyndicalisme était une idéologie du travail et du développement économique bien adaptée à une société économiquement appauvrie qui n'avait accepté ni la Réforme, ni les révolutions occidentales du XVIII^e siècle.

Lorsque la révolution survint à Barcelone en 1936, les militants syndicaux de la CNT anarchosyndicaliste (Confederacion nacional del trabajo) et de l'UGT marxiste (Union général de trabadojes) héritèrent d'une structure industrielle arriérée qu'ils furent contraints de moderniser dans les difficiles conditions de la guerre civile espagnole. Ces militants – anarchosyndicalistes, communistes, ou socialistes – copièrent des éléments du développement économique et de l'accumulation à partir des modèles occidentaux et soviétique. Alors qu'ils cherchaient à développer les forces productives, ils furent rapidement confrontés à ce que je nommerai la résistance ouvrière au travail. Les anarchosyndicalistes de la CNT, l'organisation ouvrière la plus importante à Barcelone, furent contraints d'abandonner leurs théories de démocratie et de participation ouvrières pour forcer la base à travailler plus dur et à produire davantage. Les anarchosyndicalistes et les communistes des entreprises nouvellement collectivisées réintroduisirent le travail à la pièce, mirent en place des contrôles stricts dans l'atelier, et se lancèrent dans une campagne intense qui comportait aussi bien des odes au stakhanovisme que du réalisme artistique socialiste.

La seconde partie du livre montre pourquoi la France, et en particulier Paris, au contraire de Barcelone, offrait moins de possibilités de contrôle ouvrier révolutionnaire. Située au centre d'un marché intérieur bien plus riche, l'élite capitaliste parisienne avait mis en place des industries compétitives dans les secteurs modernes, entre autres dans l'automobile et l'aviation. Après l'affaire Dreyfus, l'anticléricalisme et l'antimilitarisme n'étaient plus les questions brûlantes qu'elles étaient encore de l'autre côté des Pyrénées. La haine de l'Église et de l'armée, qui motivait beaucoup de révolutionnaires espagnols, ne fournissait plus une plateforme pour un vaste mouvement révolutionnaire en France. Les propriétaires d'usine parisiens eux-mêmes avaient moins partie liée avec la religion traditionnelle. De toute façon, les juifs et les protestants parmi eux étaient déterminants dans le développement de certains des secteurs industriels les plus avancés. Les déséquilibres économiques régionaux, contrairement à l'Espagne, ne généraient pas de mouvements séparatistes ressentis comme des menaces sur l'unité nationale. En France, la détente relative entre l'Église et l'État, la résolution du conflit entre militaire et civil, et la croissance économique graduelle mais constante entraînaient un déclin des mouvements et idéologies révolutionnaires, telles que l'anarchosyndicalisme, qui avait perdu beaucoup d'influence jusqu'aux années 30. Au lieu d'entraîner la révolution et la guerre civile, la victoire du Front populaire a culminé dans la législation la plus importante de la Troisième République,

comprenant la semaine de 40 heures et les congés payés. Malgré ces avancées dans les industries rationalisées et modernisées (automobile et aviation), et dans des secteurs plus traditionnels (construction) de la région parisienne, les cols bleus ont poursuivi une sorte de guérilla contre le travail. À l'opposé de Barcelone, où les syndicalistes s'emparèrent d'usines littéralement abandonnées par une bourgeoisie faible et effrayée, à Paris les syndicalistes approuvaient couramment ou même encourageaient l'absentéisme, les retards, le sabotage et l'indiscipline de la base. Le Front populaire accoucha du week-end, et les communistes et les socialistes se comportèrent comme des agents de tourisme, et non de la révolution. D'autres envies et d'autres besoins supplantèrent le désir de révolution parmi les organisations de la classe ouvrière (ou, plus précisément, celles qui prétendaient représenter la classe ouvrière).

Cette étude examine l'expérience *vécue* des travailleurs, aussi bien à Paris qu'à Barcelone. Elle vise à questionner le consentement des salariés et leur résistance au travail. L'acceptation du travail revenait à une revendication de la sécurité de l'emploi, des heures supplémentaires, une productivité élevée, et du travail au noir. Dans les deux villes, certains peinaient dur pour satisfaire des désirs consuméristes, des aspirations familiales et les envies déterminées par le genre [*gender-based desires*] : tout cela nécessitait un revenu adéquat à leurs besoins. Ni fondamentaux, ni éternels, ces besoins étaient déterminés socialement d'une façon qui reste à explorer pour les historiens et les sociologues. Les ouvriers rejoignirent les usines non seulement parce qu'ils devaient manger et survivre, mais aussi, sans que l'on sache dans quelle mesure, parce qu'ils choisirent de travailler. Si les ateliers des années 30 étaient souvent des lieux contraignants, ils ne peuvent pas être entièrement assimilés à des prisons. Les forces d'attraction qui conduisaient les ouvriers au travail étaient variées et changeantes, mais elles incitaient tous les travailleurs à collaborer au procès de production, à se plier à l'espace et au temps du travail. Ces forces inculquaient aux ouvriers les valeurs consuméristes, l'existence en tant que soutien de famille solide, la croyance dans le projet réformiste ou révolutionnaire des partis et des syndicats, et à manifester de la ferveur patriotique.

Les désirs consuméristes furent plus développés en France qu'en Espagne, en regard de la plus grande puissance des forces productives et des forces d'attraction. À Paris, la publicité propageait les vertus de la consommation et, préfigurant en cela les consommateurs de l'Europe d'après-guerre, les ouvriers parisiens trimaient pour toute une palette de nouveaux biens et services. Un éventail grandissant de possibilités

de loisirs amenait certains à travailler dur pour de futures vacances. À Barcelone, où les conditions de guerre amoindrirent encore les maigres possibilités d'achat, le réalisme socialiste – c'est-à-dire la glorification de la production et du producteur – se substitua directement aux sirènes consuméristes de la publicité. Les difficultés à survivre en période de guerre civile et la pénurie forcèrent les Barcelonais à lutter littéralement pour leur pain quotidien. Ils revendiquèrent des hausses de salaire dans un contexte économique bien plus difficile et plus inflationniste qu'à Paris. Pourtant, même dans la ville, en temps de guerre, de nombreux ouvriers consommaient plus que le minimum calorique. Ils continuaient à boire, fumer, et à chercher des distractions. Ces besoins pressants ont pu soutenir le rendement des ouvriers à certaines occasions. Après tout, à l'exception du vol, seul un dur labeur fournissait l'argent à dépenser dans ces divers plaisirs.

La position familiale des ouvriers semble aussi avoir influencé leur acceptation ou leur rejet du travail. Les couples avec beaucoup d'enfants étaient contraints de travailler plus que les hommes et les femmes célibataires. Il y avait sans nul doute de nombreuses exceptions, en particulier en France dans les années 30, quand le système de prestations sociales récompensait les familles nombreuses et parfois décourageait certains soutiens de famille de prendre un emploi salarié. Les responsabilités des hommes et des femmes, en tant que soutien de famille – aussi bien primaire que secondaire – les conduisaient à travailler pour faire vivre leur famille. Pendant les fronts populaires, les chefs de famille se sacrifièrent et travaillèrent afin que leurs enfants puissent éviter le genre de travail qu'ils devaient eux-mêmes accomplir.

L'engagement envers les visées révolutionnaires et réformistes de leurs partis et syndicats motivait les militants. Ceux qui voulaient bâtir une Espagne prospère et plus dynamique cherchaient à convaincre leurs collègues, par la persuasion et la propagande, d'œuvrer à la grandeur du pays. En France, les patriotes ouvriers qui s'inquiétaient pour leur pays dans une période de tensions internationales croissantes et de réarmement en Allemagne étaient volontaires pour augmenter leurs heures de travail et accroître la productivité.

Pendant les fronts populaires, ces forces d'attraction – qu'elles fussent patriotiques, révolutionnaires, familiales, ou consuméristes – n'étaient pas assez puissantes pour vaincre la résistance ouvrière au travail, ce qui est un point central de ce livre. Par résistance au travail, je veux dire à la fois actions collectives et actions individuelles qui permettaient aux ouvriers d'éviter le travail salarié dans les usines. L'absentéisme, les fausses maladies, les retards, et les grèves consti-

tuaient une résistance directe, qui signifiait échapper directement au lieu de travail, et donc une réduction du temps de labeur. La résistance indirecte consistait en vol, sabotage, coulages de cadence, indiscipline et indifférence, activités et comportements qui de façon générale entravent le rendement et abaissent la productivité. La perruque, par exemple, peut faire disparaître des outils et des machines qui sont nécessaires à la production et accroître les coûts de contrôle de la force de travail. Les coulages de cadence – le contrôle ouvrier sur la vitesse de travail – limitaient le rendement. L'indiscipline qui remettait en cause la hiérarchie industrielle était difficilement compatible avec l'efficacité.

La résistance au travail au xx^e siècle a été en grande partie ignorée ou sous-estimée par un grand nombre d'historiens marxistes et de théoriciens de la modernisation – deux écoles, sinon dominantes, du moins importantes, de l'historiographie du travail¹. Bien qu'en désaccord sur nombre de questions, les deux courants n'ont pas adopté une attitude suffisamment critique sur le travail. Ils considèrent le travail surtout comme création, et non coercition, et l'ouvrier comme un producteur, non un résistant. Les théoriciens de la modernisation supposent des ouvriers qui s'accordent à la cadence, à la structure et aux nécessités du travail et du lieu de travail. Les marxistes, les anarchistes et les anarcho-syndicalistes perçoivent la classe ouvrière comme désireuse d'exproprier un jour les moyens de production. Les principaux courants du marxisme et de l'anarchisme poussent la soumission au travail à une conclusion extrême, même si logique, et proposent la construction d'une utopie sur le lieu de travail. Malgré leurs différences, la théorie de la modernisation et le marxisme (y compris ses variantes anarchistes) ont une vision comparable de la soumission ouvrière au travail. En effet, on peut dire que la théorie de la modernisation a simplement prolongé le consensus sur le travail dont était largement absente toute critique, que les marxistes et les anarchistes ont mis en place au xix^e siècle.

1. Pour l'historiographie marxiste, voir Georg Lukacs, *Histoire et Conscience de classe* (Cambridge, Mass., 1971), pp. 46–82 ; George Rudé, *Ideology and Popular Protest* (New York, 1980), pp. 7–26 ; voir aussi la récente révision de la position de Lukács in Eric Hobsbawm, *Workers: Worlds of Labor* (New York, 1984), pp. 15–32. On peut trouver quelques aperçus de la théorie de la modernisation in Peter N. Stearns, *Revolutionary Syndicalism and French Labor: A Cause without Rebels* (New Brunswick, N.J., 1971), et Stearns, *Lives of Labor: Work in a Maturing Industrial Society* (New York, 1975). Pour une critique de l'approche de Lukács, voir Richard J. Evans, éd., *The German Working Class* (Londres, 1982), pp. 26–27. Pour une autre critique intéressante de Lukács, voir John Clarke, Chas Critcher, et Richard Johnson, eds., *Working-Class Culture: Studies in History and Theory* (Londres, 1979), pp. 209–11.

Les deux théories postulent aussi une vision progressiste de l'histoire. Les théoriciens de la modernisation considèrent l'adaptation graduelle des ouvriers à une division du travail avancée comme inéluctable, sinon souhaitable. Les marxistes envisagent que la classe ouvrière acquiert une conscience de classe et passe de la classe *an sich* [en soi] à la classe *für sich* [pour soi], ou, en bon français, « se réalise ». Malgré un courant blanquiste ou putschiste qui existait aussi dans le marxisme, les anarchistes et les anarchosyndicalistes étaient d'accord avec leurs rivaux sur le fait que « la révolution doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». Les idéologies de gauche affirmaient qu'un jour, dans le futur, la classe ouvrière aurait acquis suffisamment de savoir ou de conscience pour réussir la révolution.

La vision progressiste de l'Histoire, et l'acceptation, si ce n'est la glorification, du travail, ont mis en avant l'étude de certains aspects de l'existence de la classe ouvrière et découragé l'exploration des autres. Jusqu'à récemment, l'intérêt pour les idéologies et le développement des organisations ouvrières avaient priorité sur les études consacrées à la vie quotidienne des ouvriers. Les histoires politiques et intellectuelles des partis, des syndicats, et de leurs militants dominaient l'historiographie du travail. Les questions idéologiques, qu'elles proviennent des variantes du marxisme ou de l'anarchisme, ont permis de laisser intouchée la vision productiviste de la classe. Les études des organisations grandissantes – qui, comme les idéologies, affirmaient représenter la classe – ont renforcé le courant progressiste. La conscience, ou du moins l'appartenance aux partis et aux syndicats, semblait se développer à travers tout le XIX^e et XX^e siècle. L'histoire officielle a aussi donné l'impression que le mouvement ouvrier progressait, lorsque les dirigeants de ses organisations gagnaient en reconnaissance ou en intégration dans l'appareil d'État. Certaines études ont montré toutefois que les organisations ouvrières telles que le PCF (Parti communiste français) étaient des partis passoires² : les ouvriers et d'autres les traversaient en s'y investissant peu, comme ils le faisaient dans les principaux partis politiques et syndicats pendant les fronts populaires. Les historiens ont commencé à mettre en question de la proximité entre les ouvriers et leurs organisations ou entre les ouvriers et leurs idéologies, même s'ils l'ont fait dans le cadre de la théorie de la modernisation, qui était tout autant progressiste que productiviste³.

2. Le terme est d'Annie Kriegel, « Le Parti communiste français sous la Troisième République (1920–1939) : évolution de ses effectifs », *Revue française de science politique* 21, n^o 1 (février 1966) : 10.

3. Stearns, *Revolutionary Syndicalism*.

Les historiens du travail ont continué à dissoudre l'identification entre la classe et ses institutions et organisations⁴. La culture populaire et plus spécifiquement ouvrière sont devenues des objets d'étude⁵. Cette approche a aussi commencé par l'étude des idéologies, des organisations, et des militants, mais étendue de manière à comprendre des terrains inexplorés, y compris ce que je nomme les forces d'attraction. L'approche culturelle a fourni de véritables contributions à l'historiographie du travail, et ce livre est sans nul doute redevable des questionnements et des problèmes qu'elle a soulevés. Pour autant, l'approche culturelle a été insuffisamment critique et a trop souvent cherché des significations au travail. Comme les marxistes et les théoriciens de la modernisation, elle a pris le travail comme littéralement chargé de sens. Les ouvriers dépeints dans les pages qui suivent considéraient souvent leur travail comme dénué de sens ou, en étant moins radicaux, touchaient juste des salaires pour nourrir leur famille et acheter des marchandises. Le sens de leur travail, s'il était réfléchi, était fréquemment utilitaire ou externe. Les salariés ont persévéré dans cette façon de faire, malgré une propagande intense dans les deux villes pour les convaincre que leur travail avait du sens pour la révolution, le pays et les fronts populaires. La continuelle quête des culturalistes d'une signification et leur conception même du travail les a conduits – comme les marxistes et les théoriciens de la modernisation – à négliger la résistance et la coercition nécessaire, en conséquence, pour la vaincre.

Une histoire de la résistance au travail peut contribuer à une nouvelle vision de la classe ouvrière. Les luttes quotidiennes des ouvriers contre le travail montrent que les perspectives productiviste, progressiste et culturaliste ne peuvent suffisamment recouvrir les aspects essentiels du comportement de la classe ouvrière. Une étude des activités ouvrières à Barcelone et Paris de 1936 à 1938, dans des situations révolutionnaire et réformiste, montrera la continuité des refus directs et indirects du travail. Les salariés des deux villes ont essayé d'échapper à l'espace et au temps de travail en prenant des vacances non autorisées, en arrivant en retard, et en quittant en avance. Une autre forme de résistance directe, les grèves, était plus courante à Paris pour de nombreuses raisons. Les grèves surprises nécessitent habituellement une forme d'organisation

4. Evans, *German Working Class* ; John Bodnar, *Workers' World: Kinship, Community, and Protest in an Industrial Society, 1900-1940* (Baltimore, 1982).
5. Clarke *et al.*, eds., *Working-Class Culture* ; Gareth Stedman Jones, *Languages of Class: Studies in English Working-Class History, 1832-1982* (New York et Londres, 1983) ; Patrick Joyce, éd., *The Historical Meanings of Work* (Cambridge, 1987), pp. 1-31.

collective, et à Barcelone, les rangs des militants étaient dépeuplés, parce que beaucoup d'entre eux géraient les usines ou combattaient au front. Bien sûr, les syndicats eux-mêmes, la CNT comme l'UGT, était largement intégrés à l'État et participaient au développement des forces productives. Peut-être la menace tout à fait réelle de la prison ou du séjour en camp de travail avait un effet dissuasif quant aux grèves de la base. Les ouvriers barcelonais ont pu sentir qu'il était moins risqué d'utiliser d'autres stratégies de résistance, particulièrement de simuler la maladie, pour éviter le lieu de travail. Leurs refus prenaient plus une forme individuelle que collective.

Au contraire de ces stratégies directes, des coupages et d'autres sortes de résistance indirecte apparaissaient lorsque les ouvriers étaient présents à l'usine ou à l'atelier. Les coupages ne permettaient pas aux ouvriers d'échapper au lieu de travail, mais étaient plutôt un moyen d'exercer leur contrôle sur le temps de travail. C'étaient des manifestations de luttes régulières entre les ouvriers et la direction – qu'elle ait été capitaliste, anarchiste ou communiste – pour une « juste » ou « correcte » cadence de travail. Comme nous le verrons, les responsables des collectivités à Barcelone et des entreprises nationalisées ou privées de Paris se plaignaient souvent de rendement léthargique et de faible productivité. Dans les deux villes, la direction voulait augmenter la productivité en liant la paye au rendement individuel.

D'autres formes de résistance indirecte, comme l'indiscipline et la désobéissance, remettaient en cause la hiérarchie qui était et demeure indispensable à l'efficacité économique dans les situations où les ouvriers n'ont pas complètement internalisé l'éthique du travail. Même si la désobéissance était manifeste de l'hostilité du travailleur individuel à son supérieur, l'indiscipline avait habituellement l'effet plus large d'entrave au procès de production. À Barcelone, la désobéissance persistante impliquait un désaveu implicite de la direction économique par les syndicats ; à Paris, les ouvriers désobéissaient tout autant aux cadres capitalistes qu'aux militants syndicaux, mais étaient plus enclins à soutenir les derniers que les premiers. La perruque, une autre forme de résistance indirecte, était une forme particulière de désobéissance. Le vol et le chapardage montraient l'hostilité ou l'indifférence aux visées des fronts populaires, qui avaient besoin d'ouvriers honnêtes, sinon dévoués, pour prospérer.

Les militants de la classe ouvrière espagnole assimilaient le vol au sabotage, une autre stratégie de résistance indirecte. Les révolutionnaires barcelonais donnaient une définition large au sabotage, incluant les actions intentionnelles ou non qui nuisaient au rendement, défi-

inition cohérente au moment de leur lutte. Les saboteurs furent identifiés aux « oisifs », qui devinrent, ensuite, « fascistes ». Les militants politisaient l'oisiveté, qui existait dans la culture ouvrière bien avant que le fascisme existe. À Paris, le sabotage ne subissait pas d'accusation politique, mais augmentait dramatiquement durant les grèves importantes.

La répugnance au travail précède la victoire du Front populaire en France et l'éclatement de la guerre et de la révolution en Espagne, mais possède une signification particulière en ce qu'il perdura à Paris et Barcelone même après que les partis et les syndicats affirmant représenter la classe ouvrière eurent pris le pouvoir politique et, à différents niveaux, économique. Ces continuités dans la culture ouvrière interrogent sur les rapports entre les ouvriers et « leurs » organisations. Les ouvriers, nous le dirons plus loin, étaient souvent plus intéressés par les loisirs que par le travail. L'attachement aux loisirs signifiait que les désirs des ouvriers étaient parfois en conflit avec ceux des organisations qui affirmaient les représenter. En Catalogne, le syndicat anarchosindicaliste et le parti communiste trouvèrent des partisans réellement dévoués parmi une minorité à part de la classe ouvrière barcelonaise : la majorité des cols bleus conservèrent une certaine distance avec les syndicats et partis politiques révolutionnaires. De même à Paris, même si les ouvriers affluaient dans le syndicat, ils refusaient parfois d'obéir aux syndicalistes haut placés, aux dirigeants socialistes ou communistes, quand ils les pressaient de travailler plus. Pendant le Front populaire, les salariés en col bleu continuaient et parfois accentuaient leur refus du travail. Leurs actions, et leur inaction, savaient les prétentions des syndicats et des partis politiques à représenter la classe ouvrière.

La persistance de la résistance ouvrière générait des tensions entre les membres de la classe ouvrière et leurs représentants organisés. Dans les deux situations, révolutionnaire ou réformiste, la persuasion et la propagande qui visaient à convaincre les ouvriers de travailler plus étaient inadéquates et devaient être relayées par la force. Dans la Barcelone révolutionnaire, le travail à la pièce fut réintroduit et des règles strictes mises en place afin d'accroître la productivité. Dans le Paris réformiste, ce fut seulement après le 30 novembre 1938, lorsque l'intervention massive de la police et de l'armée brisa la grève générale, qui avait pour but de sauver la semaine de 40 heures, que la discipline fut restaurée et que la productivité grimpa dans de nombreuses entreprises. Dans les deux villes, la coercition était complémentaire de la persuasion pour mettre les ouvriers au travail.

À la fois à Barcelone et à Paris, l'État a joué un rôle coercitif majeur.

Les historiens pro-anarchistes ont affirmé que l'accroissement du pouvoir étatique était responsable de la démotivation des ouvriers des collectivités barcelonaises. D'après ces historiens, dans les premiers temps de la Révolution, lorsque les ouvriers étaient à même de contrôler leurs lieux de travail, ils travaillaient avec enthousiasme. Après mai 1937, l'État intervint davantage, et les ouvriers perdirent le contrôle dans nombre d'entreprises. Par suite, les salariés furent moins enclins au sacrifice et leur enthousiasme diminua. Cette analyse pro-anarchiste renverse en fait le processus. L'État – et les mesures de coercition en général – se renforçait en réponse à la résistance ouvrière au travail. Les gouvernements, à Paris et Barcelone, intervenaient par des mesures répressives pour contrer diverses résistances directes et indirectes au travail.

Ce fut ainsi que les actions, ou l'indifférence, des ouvriers eux-mêmes participèrent de la bureaucratisation et de la centralisation de la CNT anarchosyndicaliste, au même titre que les pressions dues à la guerre. On peut supposer que si les ouvriers s'étaient sacrifiés sans retenue et de façon enthousiaste, les syndicats, les partis politiques et l'État ne seraient pas devenus aussi oligarchiques et aussi peu démocratiques qu'ils le sont devenus. Dans la CNT, ceux qui plaidaient pour un contrôle ouvrier démocratique et une décentralisation auraient pu gagner du terrain : à l'extérieur, les partisans d'une économie de guerre centralisée auraient eu un écho moindre. Le pouvoir d'État et les bureaucraties se sont révélés essentiels à la régulation du travail. C'était sur le rôle de l'État – et non la nature du travail et la nature de la classe ouvrière – que les analyses anarchistes et marxistes ont commencé à diverger de façon significative. Les marxistes voyaient, de façon plus claire que leurs rivaux anarchistes, le besoin d'un État qui saurait faire travailler les salariés.

Une enquête sur la résistance ouvrière au travail ne contribue pas seulement à une théorisation de l'État dans la société industrielle moderne, mais relie aussi les histoires des femmes, des chômeurs et des immigrés. L'étude de la résistance au travail intégrera encore plus les femmes dans l'histoire du travail. Au lieu de considérer les ouvrières comme moins militantes parce qu'elles ont été relativement moins intéressées à rallier les partis et les syndicats, une étude de leurs luttes sur le congé de maternité, l'absentéisme, les maladies et les bavardages [*gossip*] montre que les femmes ont aussi participé de la lutte de classe. Certaines de leur méthodes, telles que l'absentéisme et la faible productivité, étaient similaires à celles de leurs collègues masculins. D'autres, comme le commérage ou les demandes d'absence pour des raisons biologiques constituaient leurs formes propres de lutte. Les

femmes s'identifiaient moins aux lieux de travail du fait du caractère temporaire et non qualifié de leurs emplois, de salaires inférieurs et de charges familiales. Leur rejet relatif de l'implication idéologique ou de la participation dans les organisations – critères traditionnels de la militance – ne signifiait pas qu'elles aient été, de quelque façon, moins conscientes que les hommes. Si le fait d'éviter le lieu de travail, plutôt que l'appartenance à un parti ou un syndicat, est pris comme mesure de la conscience de classe, l'identification minime de nombreuses femmes à leur fonction productive nous amène à conclure que les femmes comptaient parmi la véritable avant-garde, ou conscience, de la classe ouvrière.

Le même argument peut s'appliquer aux chômeurs. Comme les femmes, les chômeurs ne peuvent pas être laissés à la marge. Étant donné l'importance des refus de travail – y compris le vol et le chapardage – parmi les autres membres de la classe, les tricheries et fraudes aux prestations sociales d'une minorité des sans-emploi ne sont pas totalement étrangères à la culture ouvrière. Leur indiscipline, leur indifférence et leurs fréquents changements d'emploi peuvent être des manifestations poussées à l'extrême de tendances présentes au sein des salariés. Durant les années 30, les sans-emploi n'étaient pas que des victimes, mais bien des acteurs disposant de diverses opportunités. Les discours simplistes de la droite et de la gauche qui les réduisaient soit à des producteurs potentiellement parfaits ou à des irresponsables paresseux sont à écarter.

Il existe moins d'informations concernant la soumission ou le refus des immigrés au travail. Contrairement à ce que conclut la théorie de la modernisation, certains immigrés et paysans n'avaient pas besoin d'une période d'adaptation à la société industrielle. Immédiatement à leur arrivée à Barcelone, ils devenaient des jaunes. Les travailleurs provinciaux dans la construction à Paris ne respectaient pas le contrôle syndical à l'Exposition Universelle de 1937 et semblent avoir travaillé plus diligemment que les ouvriers parisiens syndiqués. Les ouvriers industriels de longue date, tels que les ouvriers qualifiés de l'aviation à Paris, utilisaient leur position de force dans la négociation durant le Front populaire pour réduire leur temps de travail par des moyens à la fois légaux et illégaux. À Barcelone, les refus étaient assez répandus dans la construction, qui comprenait un fort pourcentage de personnel formé. La « joie du travail » sorélienne [George Sorel] ne peut pas expliquer convenablement les actions de ces salariés qualifiés.

Dans les cas particuliers des femmes, des chômeurs, des immigrés et des ouvriers qualifiés, un examen étendu des refus du travail remet

en cause les généralités sur les syndicats. Qualifier les syndicats de partie intégrante de la société capitaliste ne peut pas expliquer pleinement leurs activités durant les Front populaires. Selon la situation, les syndicats tentèrent de mettre les ouvriers au travail ou épaulèrent leurs luttes contre les contraintes du lieu et du temps de travail. À Paris, les syndicats aidaient en général les ouvriers dans leurs refus et par conséquent créaient des problèmes aux industriels français et à l'État. Ce fut dans la Barcelone non capitaliste, ou plutôt collectivisée, que les syndicats réussirent dans une certaine mesure à motiver le travail des ouvriers.

Il y a toute une série de sources qui nous renseignent sur l'existence de la résistance ouvrière au travail à Barcelone. Les comptes-rendus des réunions des collectivités et des conseils d'usine fournissent le plus riche matériel d'informations. Dans ces réunions, ceux qui avaient la charge du fonctionnement des entreprises discutaient de savoir comment combattre la résistance directe et indirecte. Les responsables des syndicats locaux rédigeaient des lettres confidentielles qui suggéraient des moyens de réduire les refus et de punir les contrevenants. De façon plus publique, les journaux et publications de la CNT et de l'UGT se plaignaient des « abus » et produisaient des tonnes de propagande destinée à encourager le consentement enthousiaste au travail. La propagande se révéla insuffisante et fut complétée par des règles strictes pour discipliner les salariés sur le lieu de travail. Malheureusement, la situation de guerre, avec ses perturbations des marchés, des approvisionnements et du travail, amenuisait la valeur des comparaisons statistiques de productivité avant et après la Révolution. Toutefois, nous avons à notre disposition l'expression de militants déçus qui se plaignaient que la base continue à résister au travail de la même façon que précédemment ou même se donne moins de mal qu'avant la Révolution.

De nombreuses sources sur la résistance parisienne proviennent de la direction, qui accusait les ouvriers de travailler faiblement. Certaines des accusations des cadres semblent avoir été fondées sur des comptes-rendus quotidiens personnels, relativement immédiats, rédigés par des contre-maîtres. Des tiers, comme la police et les compagnies d'assurance, ont confirmé d'autres accusations. À certaines occasions, mais rarement, les syndicalistes eux-mêmes se sont plaint du rejet par la base du travail ou l'ont encensé. Un certain nombre de rapports d'officiels et de décisions de médiateurs appointés par le gouvernement du Front populaire ont confirmé les soupçons émis par les cadres de coulage et d'indiscipline. Dans la construction, il y a plus de preuves de refus du travail en provenance des procès qui furent entrepris pour désigner les responsables des dépassements de coûts. Les deux parties présentaient leurs argumentaires

dans des procès qui parfois ne furent pas réglés avant les années 50. Les statistiques disponibles montrent des déclinés de productivité dans l'automobile, l'aviation et la construction à Paris. Pourtant, en France comme en Espagne, des changements rapides dans l'organisation industrielle et le rééquipement amoindrissent l'importance des chiffres et rendent les comparaisons numériques entre le Front populaire et les périodes précédentes, au mieux, très approximatives. En définitive, le problème de savoir comment les ouvriers travaillaient ne peut pas être entièrement résolu empiriquement. On ne peut pas se pencher sur une zone si controversée de l'histoire ouvrière sans quelques partis pris. Le scepticisme radical étant une option peu satisfaisante (qui ne peut certes pas répondre à la question), le mieux que je puisse faire est sans doute de clarifier mes perspectives et d'être conscient de ce qui les détermine. Les conceptions que l'historien se fait du travail et du lieu de travail influenceront grandement sa perception de la classe ouvrière. Ceux des analystes qui insistent sur l'identification des ouvriers avec leur vocation ou qui voient le lieu de travail comme une arène potentielle pour l'émancipation tendront à souligner les aspects disciplinés et productivistes de la classe. Ils suivent la tradition des utopistes occidentaux (marxistes et anarchistes inclus) qui ont souvent considéré le lieu de travail comme un endroit possible de libération. Ainsi, ceux qui adhèrent à la tradition productiviste utopique ont souvent minimisé l'importance des résistances. Ce manque de publicité ne diminue pas le sens des refus. Peut-être la répugnance à admettre la résistance montre combien ceux qui prétendent représenter la classe ouvrière sont immergés dans la tradition productiviste. Leurs silences sont faciles à comprendre, puisque dans des sociétés dévolues au développement des forces productives, le refus du travail se rapproche du crime et possède un côté subversif qui appelle la répression.

Il y a une autre tradition, dans laquelle s'inscrit ce livre. Elle interroge l'interprétation productiviste et considère l'usine et le travail dans la construction des années 1930 comme *trabajo* et *travail* (du latin *tripalium*, ou « instrument de torture »), non comme l'arène d'une potentielle libération. Cette analyse critique du travail touche à la conception qu'a l'historien de la classe ouvrière. Elle considère les ouvriers non comme des producteurs potentiellement parfaits, mais comme des résistants qui doivent être en permanence mis au pas ou séduits pour accepter le travail. Elle valorise l'étude à la fois du consentement et des résistances. Étant donné ces conceptions du travail et de l'ouvrier, les accusations formulées par l'encadrement – particulièrement lorsqu'elles sont confirmées par l'État et d'autres sources – méritent d'être entendues. Mon but n'est pas d'imposer une quelconque

sorte de moralité bourgeoise sur la classe qui souffre, mais bien plus de mettre en évidence les raisons de la séparation entre les ouvriers et les idéologies ouvrières, la nature de l'autorité sur le lieu de travail, et le rôle répressif de l'État dans les sociétés industrielles modernes.

Plus encore, je souhaite faire ressortir la dimension utopique de la résistance, un mot que j'ai choisi du fait de ses connotations positives. L'importance de la résistance dans deux villes européennes majeures durant la quatrième décennie du xx^e siècle nous montre que les refus du travail ne doivent pas être relégués à des comportements d'une classe ouvrière « arriérée » ou « archaïque ». Certainement, les résistants n'ont pas clairement énoncé une vision future du lieu de travail ou de la société. Contrairement aux marxistes, ils n'ont pas combattu pour s'emparer du pouvoir d'État ou, au contraire des anarchosyndicalistes, pour abolir ou minimiser le rôle de l'État. Je ne souhaite pas passer outre le fait que les refus ouvriers du travail ont entravé le combat contre Franco ou affaibli les défenses françaises dans une période de réarmement nazi. Pourtant, on peut interpréter la résistance elle-même comme indiquant une utopie ouvrière dans laquelle le travail salarié serait réduit à son minimum. La résistance était aussi un phénomène conjoncturel et cyclique, mais les refus sont restés une part intrinsèque de la culture ouvrière et sont apparus à différentes périodes avec diverses divisions du travail. Pendant les fronts populaires, les ouvriers se révoltaient contre un ensemble de disciplines, y compris celles imposées par les organisations ouvrières. Les salariés souhaitaient certainement contrôler leurs lieux de travail, mais généralement afin d'y travailler moins. On peut supposer que la façon d'éliminer la résistance n'est pas le contrôle ouvrier sur les moyens de production mais plutôt l'abolition du travail salarié lui-même.

L'histoire qui est présentée dans les pages qui suivent reconnaît son caractère partial et ne vise pas à être une histoire totale, qui pourrait au mieux être une illusion utile. Je n'ai pas prétention à traiter de la Révolution espagnole en dehors de Barcelone ou des mouvements ouvriers français de province malgré leur importance : d'autres omissions sont autant à déplorer. J'ai essayé de parvenir à un parallélisme basique entre les sections française et espagnole mais aussi, selon les sources et l'importance du sujet, de traiter certaines questions plus en profondeur dans certaines parties. Les loisirs et le chômage sont mieux couverts dans la section sur Paris ; l'art, la propagande et la punition figurent plus extensivement à Barcelone. Ce qu'en 1936 la France nommait le ministère des loisirs n'a pas d'équivalent espagnol, alors que les conditions de la guerre en Espagne conduisirent à la création immé-

diatè d'un ministère de la propagande.

Je dois aussi prévenir ceux des lecteurs qui seraient exclusivement intéressés par les événements politiques, diplomatiques et militaires qu'ils doivent se tourner vers d'autres travaux sur la Révolution espagnole et le Front populaire français où se trouve une profusion d'informations à ce propos. Nombre de questions qui ont préoccupé les historiens de l'Espagne – la participation anarchiste au gouvernement, l'influence communiste dans la Seconde République, le rôle des puissances étrangères – ne seront pas traitées directement ici. La partie française de ce livre passe largement sur l'histoire du Front populaire avant ses victoires électorales du printemps 1936, les changements ministériels qui en ont découlé, et l'opposition strictement politique de la droite. Les événements politiques ne sont nullement absents de la section française. D'ailleurs, ma périodisation des événements français court des victoires politiques du Front populaire au printemps 1936 jusqu'à sa division et sa défaite à la fin novembre 1938. Quand le social et le politique sont entremêlés, comme ils le furent durant les fronts populaires, l'historien social qui méconnaît le politique le fait aux dépens de l'histoire sociale elle-même.